

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

MAX HOFFMANN

Les dettes des états et leurs conséquences économiques

Journal de la société statistique de Paris, tome 29 (1888), p. 39-40

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1888__29__39_0

© Société de statistique de Paris, 1888, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
<http://www.numdam.org/>

IV.

LES DETTES DES ÉTATS ET LEURS CONSÉQUENCES ÉCONOMIQUES.

Le possesseur d'une créance sur l'État n'a en général aucun droit à exercer contre chaque citoyen isolément, ni aucune réserve à formuler contre une propriété publique. Dans l'histoire des finances, il peut arriver que des États, des communes soient devenus nécessaires, sans que les créanciers, par mesure de coercition, puissent récupérer leurs droits et sans que l'État endetté les leur accorde, bien que ces droits soient des droits communs à chaque particulier. Le rentier qui met sa fortune en rentes sur la dette publique n'a d'autres garanties que la confiance qu'il a dans le Gouvernement; les limites de cette confiance dépendent essentiellement du caractère du peuple, de celui de l'État qui a contracté la dette, de son passé financier, de la capacité de rendement de ses impôts, de l'exportation ou de son bilan commercial; elles dépendent ensuite de l'origine de la dette, des revenus de l'État et de ses propriétés, enfin de sa situation politique. Dans le commerce général, l'étendue de la confiance dont jouit un pays est, en règle générale, basée sur le taux de l'intérêt sur lequel il peut contracter ses emprunts; aucun axiome n'existe, en effet, qui détermine le degré de confiance en plus ou en moins; la seule base sur laquelle il puisse s'appuyer, est le taux d'intérêt payé par chaque pays; le taux de l'intérêt payé dépend, d'ailleurs, de beaucoup d'autres circonstances, et, entre autres, de l'abondance ou la rareté de l'argent.

Le taux d'intérêt payé actuellement par les grandes puissances est le suivant :

Allemagne	3 $\frac{1}{2}$ p. 100
Angleterre.	2 $\frac{1}{4}$ —
Autriche.	4 $\frac{1}{2}$ —
États-Unis d'Amérique.	2 $\frac{1}{2}$ —
France	3 $\frac{1}{4}$ —
Italie	4 $\frac{1}{4}$ —
Hongrie.	5 —
Russie	5 $\frac{1}{4}$ —

Quant au chiffre des dettes publiques, il s'établit ainsi qu'il suit :

Allemagne et États de la Confédération, 47 millions d'habitants, 10 milliards de francs, soit 213 fr. par tête d'habitant;
Angleterre, sans ses colonies, 37 millions d'habitants, 18,75 milliards, soit 500 fr. par tête;
Autriche-Hongrie, 41 millions d'habitants, 11,25 milliards, soit 275 fr. par tête;
France, sans les colonies, 38 millions d'habitants, 37,5 milliards, soit 987 fr. 05 c. par tête;
Italie, 30 millions d'habitants, 11,25 milliards, soit 375 fr. par tête;
Russie d'Europe, 88 millions d'habitants, 18,75 milliards, soit 212 fr. 50 par tête d'habitant.
(Le rouble calculé à 2 fr. 25 c.)

En intérêts, chacun de ces États paie annuellement :

Allemagne et États de la Confédération, 375 millions de francs, soit 7 fr. 50 c. par tête;
Angleterre, 587,5 millions, soit 16 fr. 25 c. par tête;
Autriche-Hongrie, 575 millions, soit 13 fr. 75 c. par tête;
France, 1,275 millions, soit 33 fr. 75 c. par tête;
Italie, 537,5 millions, soit 17 fr. 50 c. par tête;
Russie, de 750 à 875 millions, soit 10 fr. par tête.

Le bilan de commerce de chaque pays est, dans la circonstance, fort intéressant à constater; il ne comprend naturellement pas l'argent qui rentre dans un pays par l'intermédiaire des voyageurs ou par le jeu des intérêts des pays étrangers.

	IMPORTATION.	EXPORTATION.
Allemagne, union des douanes. . . .	3,807,5 millions.	3,741,25 millions.
Angleterre, sans les colonies	10,056,25 —	7,487,5 —
Autriche-Hongrie	712,5 —	850 —
France	4,287,5 —	3,341,25 —
Italie	1,593,75 —	1,147,5 —
Russie.	2,202,5 —	2,411,25 —

M. Maurice Leiffmann a calculé que la dette totale des États, non compris ceux qui ont des dettes inférieures à 12 millions, jointe aux dettes des villes, des provinces et des communes, se chiffrait, il y a deux ans, par 148,288,750,000 fr. Pour pouvoir porter ce capital, qui en or pèse 47,244,524 kilogr., et étant donné qu'un homme ne peut porter que 70 kilogr.; il faudrait 674,922 hommes, ce qui équivaut au total actuel des armées allemande, belge et italienne, qu'on peut évaluer à 676,685 hommes. Pour transporter ce même capital, il faudrait 95 trains de chemins de fer de 50 wagons portant 10,000 kilogr. chacun.

Dans la tour Julius de Spandau sont emmagasinés 150 millions, qui suffiraient à peine à payer 9 jours d'intérêts. Pour liquider la dette totale, les monnaies existantes n'arriveraient pas même à solder les intérêts de 2 à 3 ans.

Max HOFFMANN.